

LA COMPRÉHENSION ENTRE LES COMMUNAUTÉS LINGUISTIQUES EN SUISSE VUE PAR LA PRESSE ÉCRITE

Rapport sur l'entretien du 19 mars 1998 entre des représentants de la presse écrite, de l'Office fédéral de la culture et du Forum Helveticum

Dans le cadre du programme "punts-ponti-ponts-brücken"

REMARQUES GÉNÉRALES

Buts de l'entretien

L'entretien du 19 mars 1998 avait pour but d'informer les représentants de la presse écrite sur le programme "punts-ponti-ponts-brücken", de faire le point sur les activités réalisées par la presse écrite dans le domaine de la compréhension entre les communautés linguistiques, sur les possibilités encore à exploiter et sur les souhaits des représentants de la presse écrite à cet égard; l'entretien devait également permettre de définir une éventuelle suite à donner aux activités, soit par la réalisation de projets ponctuels, soit par leur intégration dans une éventuelle loi sur la compréhension.

Le programme "punts-ponti-ponts-brücken"

Le programme "punts-ponti-ponts-brücken", présenté en ouverture de l'entretien, est un projet à moyen terme de l'Office fédéral de la culture (OFC) et du Forum Helveticum (FH) qui, en juin 1996, ont organisé à Fribourg le colloque "punts-ponti-ponts-brücken. Compréhension et échanges entre les communautés linguistiques en Suisse". Les organisateurs se sont à présent fixé deux tâches:

1. Transmettre aux instances concernées les propositions contenues dans le catalogue de mesures élaboré lors du colloque et tout mettre en oeuvre pour les faire aboutir ou les réaliser directement, dans la mesure du possible.
2. Organiser des entretiens avec différentes institutions et organisations, ainsi qu'avec les offices fédéraux concernés, afin d'élaborer les principes de base en vue d'une éventuelle loi sur la compréhension.

Un entretien et des activités au sein d'un groupe de travail ont déjà eu lieu en 1997 avec la SSR; le rapport final qui s'y rapporte est contenu dans le premier bulletin quadrilingue consacré au thème de la compréhension, "punts-info", paru en décembre 1997. Le premier entretien de cette année a été celui du 19 mars 1998 avec les représentants de la presse écrite. D'autres sont prévus avec des représentants de la formation, de la jeunesse, de l'économie et des associations civiques.

Public invité

Les organisateurs ont invité à l'entretien du 19 mars 1998 des rédacteurs en chef, des rédacteurs et des correspondants de toutes les régions linguistiques, des éditeurs, des représentants des centres de formation, des associations concernées, des agences de presse et de la Fondation Oertli, ainsi que des chercheurs et des représentants des offices fédéraux intéressés. Cette variété du public s'est révélée particulièrement stimulante pour deux raisons: premièrement, elle a permis de recueillir une multitude de points de vue sur les différentes questions posées lors de l'entretien; deuxièmement, elle a offert l'occasion de rencontres et de discussions entre certains représentants de la presse écrite rarement en contact. 30 personnes ont participé à l'entretien, sans compter les sept représentants des organisateurs (cf. liste des participants à la fin).

Déroulement de l'entretien

Après la présentation du programme "punts" et deux exposés d'introduction, les débats se sont articulés autour de trois questions, correspondant à autant de thèmes: le rôle que la presse joue fondamentalement dans la thématique de la compréhension, les actions concrètes qu'elle mène ou pourrait mener et les possibilités liées à la formation des journalistes. Chaque question était abordée avec quatre invités autour d'une table ronde, la discussion alternant en permanence entre le podium et les participants dans la salle. Le quatrième thème, concernant les mesures envisageables dans le cadre d'une éventuelle loi sur la compréhension, a été abordé au sein des trois autres thèmes. Etant donné que les interventions et les discussions touchaient souvent plusieurs domaines à la fois, nous avons renoncé à présenter la chronologie des débats, pour nous concentrer sur le découpage thématique de la journée (quatre thèmes en tout).

Résultats du "mini-sondage" effectué avant l'entretien

Un bref sondage, portant sur les thèmes discutés lors de l'entretien, a été effectué quelques semaines auparavant auprès des participants. Ce "mini-sondage" ne prétend bien entendu pas être représentatif. Il est cependant intéressant pour deux raisons: premièrement, parce qu'il réunit des représentants de la presse écrite de toute la Suisse et de tous les domaines impliqués; deuxièmement, parce qu'il renvoie à des tendances très marquées, qui vont de l'unanimité pour certaines réponses à des différences importantes pour d'autres. Les résultats se trouvent au début de chacun des thèmes abordés dans la suite du texte. 16 questionnaires remplis nous ont été retournés.

THÈME 1: QUEL RÔLE LA PRESSE ÉCRITE PEUT/DOIT-ELLE FONDAMENTALEMENT JOUER DANS LA COMPRÉHENSION ENTRE LES COMMUNAUTÉS LINGUISTIQUES?

Préliminaire: résultats du "mini-sondage"

- - Est-ce que fondamentalement la presse écrite a un rôle à assumer dans la compréhension entre les communautés linguistiques? oui **15** non - autre: **1**
- Si oui, la presse écrite a-t-elle les moyens (logistiques, financiers, etc.) d'assumer ce rôle? oui **6** non **5** autre: **5**
- Si oui, la presse écrite assume-t-elle ce rôle de manière suffisante (comptes-rendus sur les autres régions linguistiques, etc.) ? oui **2** non **9** autre: **5**
- Remarques concernant ces données générales:

Deuxième question: sous "autre", nous trouvons les termes suivants: ça dépend, en partie, relativement.

Troisième question: sous "autre", nous trouvons les termes suivants: partiellement, plutôt.

Sous "remarques" (en résumé): manque de prise de conscience / la tendance est à la polarisation / danger d'un repli sur soi (surtout dans les petites rédactions) / situation meilleure depuis le 6.12.92. (vote sur l'EEE) mais encore insuffisante / c'est l'intérêt du lecteur qui définit le contenu / domination des intérêts financiers à court terme de la part des éditeurs.

Interventions / débat

- * La presse écrite a un rôle à jouer dans la thématique de la compréhension. Cette affirmation était partagée par tous les participants, comme cela ressortait déjà du mini-sondage. Les avis étaient par contre partagés sur la question de savoir si ce rôle débouchait sur une véritable "mission" de la presse écrite dans le domaine de la compréhension.
- * Une place importante est accordée à la compréhension dans la presse écrite, que ce soit au niveau des "investissements" des rédactions en correspondants ou plus généralement à celui de l'information régulière proposée sur les autres régions linguistiques (rubriques spéciales, enquêtes, utilisation des informations des agences, etc.). Il n'y a fondamentalement pas d'animosité entre les communautés linguistiques au niveau de la presse écrite.
- * Historiquement, l'Etat fédéral n'offre pas d'espace public pour un débat de type national; la presse occupe cet espace par intermittence, mais se replie aussi souvent dans un compartimentage régional, notamment dans le choix ou dans l'approche de thèmes d'importance pourtant nationale (par ex. à propos du Letten ou de l'adhésion à l'EEE avant la votation du 6 décembre 1992). Au niveau de cette communication à l'échelle nationale, insuffisante et pourtant nécessaire, la presse écrite dispose encore d'une marge de manœuvre importante pour intensifier son rôle.
- * Malgré cette analyse d'ensemble plutôt positive, la presse écrite a parfois tendance à se concentrer sur le sensationnalisme et sur les forces centrifuges dans le domaine de la cohésion nationale: par ex. dans les résultats des votations, le "rideau de röstis" constitue une nouvelle, pas de "rideau de röstis" (donc l'entente nationale) ne constitue pas une nouvelle.
- * Dans le même ordre d'idées, il s'agit de contrer autant que possible le "diktat" de l'impératif économique dans la presse écrite; de ce point de vue, tout ce qui dans un article permet de faire connaître les autres régions linguistiques (livres, expositions, etc.) constitue une victoire sur l'économique.
- * Même une presse par moments agressive dans le domaine de la compréhension vaut mieux que l'indifférence totale entre les communautés linguistiques.
- * La disparition des titres (qui se poursuivra) menace la qualité de la presse écrite, donc aussi le rôle qu'elle peut jouer dans le domaine de la cohésion nationale.
- * La presse écrite ayant aussi une fonction de service public, pourquoi ne bénéficierait-elle pas de subsides de la part de la Confédération (sur le modèle italien ou comme la SSR)? Cette proposition a été débattue à plusieurs reprises et a divisé l'assemblée en deux camps très tranchés entre partisans et opposants.
- * Comme variante à la proposition précédente, il faudrait plutôt assurer des conditions économiques équitables pour toutes les publications de la presse écrite (TVA réduite, réseaux de distribution privilégiés), ce qui n'est pas le cas actuellement. De cette manière, les journaux pourraient se battre à armes égales, sans besoin de subsides de la Confédération.
- * Le constat sur le rôle et le travail effectué par la presse écrite dans le domaine de la compréhension est assez positif; mais à quoi cela sert-il, si les journaux sont de moins en moins lus et s'effacent devant l'audiovisuel?

THÈME 2: DE QUELLE MANIÈRE LA PRESSE ÉCRITE PROMEUT-ELLE LA COMPRÉHENSION ENTRE LES COMMUNAUTÉS LINGUISTIQUES? DE QUELLE MANIÈRE POURRAIT-ELLE LE FAIRE ENCORE DAVANTAGE?

Préliminaire: résultats du "mini-sondage"

La presse écrite favorise particulièrement la "compréhension" de la manière suivante:

- 15 par le travail des correspondant(e)s
- 13 par la reprise et la traduction de comptes-rendus (par ex. d'articles de fond)
- 11 par le travail des agences
- 8 par des activités d'échange (par ex. entre les rédactions)
- 3 par des activités menées conjointement par plusieurs rédactions (dans les journaux ou en dehors)
- 2 par le plurilinguisme dans les journaux (par ex. encadré avec des textes dans une autre langue)
- 2 par le soutien idéal et/ou financier de projets novateurs, comme par ex. la mise sur pied d'un "Prix de la compréhension" pour journalistes

Interventions / débat

- * Comme le laissaient prévoir les résultats du mini-sondage, le travail des correspondants, particulièrement apte à rendre compte des autres communautés linguistiques, a donné lieu à plusieurs interventions et propositions:
 - Il faudrait intensifier et consolider le travail des correspondants. Dans cette optique, il devrait être possible pour plus de journaux d'avoir un correspondant fixe dans une autre région linguistique. Certains journaux de moyenne importance y pensent mais ne sont pas sûrs d'y arriver, pour des questions d'ordre économique.
 - De nouveaux "pools" de rédactions pourraient être mis sur pied, pour permettre à davantage de rédactions d'avoir des correspondants fixes dans les différentes régions linguistiques du pays.
 - Dans ce contexte a également été évoquée la problématique de l'éparpillement des correspondants qui travaillent pour plusieurs journaux à la fois.
- * Au-delà du travail effectué par les correspondants, il devrait être possible d'assurer une traduction quotidienne d'articles de journaux d'autres régions linguistiques. Les modalités pour assurer un tel service seraient à discuter.
- * De manière générale, les participants étaient plutôt d'avis que des articles portant sur les autres régions linguistiques mais dans la langue du journal valent mieux que des articles rédigés dans une autre langue (réservés alors à une élite).
- * Il faudrait un nombre plus important d'enquêtes sur des thèmes d'ordre national, surtout en Suisse italienne (la proposition émanait d'un représentant de la presse tessinoise).
- * Au niveau des solutions nouvelles, le débat s'est encore ouvert sur des subsides de la Confédération pour une presse écrite ayant une fonction de service public (modèle italien ou modèle SSR): cf. Thème 1.
- * Toujours au chapitre de solutions nouvelles: réalisation et promotion des projets S-Magazine et Swissues. Ces deux projets ont été présentés dans les exposés d'introduction et présentent des activités réalisables à court terme:
 - Le projet S-Magazine prévoit une publication hebdomadaire disponible dans les quatre langues nationales et contenant des articles sur les débats en cours dans les différentes régions linguistiques. La publication pourrait être indépendante ou être incluse en tant que supplément à des journaux existants. Au départ, la publication devrait bénéficier de soutiens publics et privés, pour devenir ensuite autonome.

- Le projet Swissues est entré dans sa phase de réalisation en octobre 1997 déjà. Il s'agit d'une revue de presse sélective et commentée des préoccupations contenues dans la presse suisse. Elle paraît sur Internet en allemand, français, italien et anglais et est publiée par des journalistes de terrain. Les réalisateurs du projet voudraient l'élargir en collaboration avec des personnes, des organisations et des entreprises motivées.

THÈME 3: DANS QUELLE MESURE LA FORMATION, LA FORMATION CONTINUE DES JOURNALISTES ET L'ÉCHANGE PEUVENT-ILS CONTRIBUER À PROMOUVOIR LA COMPRÉHENSION AU NIVEAU DE LA PRESSE ÉCRITE?

Préliminaire: résultats du "mini-sondage"

- Est-ce que le thème de la "compréhension" peut être intégré dans le programme de formation des centres de formation pour journalistes? oui **13** non - autre: **1**
- Est-ce que les journalistes ou les rédactions pourraient à nouveau participer davantage aux stages du programme de la Fondation Oertli "Journalistes à la découverte de la Suisse", existant depuis longtemps? oui **11** non **2** autre: **1**
- Est-ce qu'un court échange de journalistes entre rédactions ou centres de formation pour journalistes de langues différentes serait possible? oui **11** non **1** autre: **2**

Première question: sous "autre", nous trouvons les termes suivants: oui, si la formation se développait

Deuxième question: sous "autre", nous trouvons les termes suivants: problème de disponibilité et économique

Troisième question: sous "autre", nous trouvons les termes suivants: souhaitable / un échange non pas court mais de longue durée

Interventions / débat

- * La formation des journalistes est de manière générale un domaine à développer.
- * L'intérêt pour les autres communautés linguistiques est très limité chez les journalistes en formation au Medienausbildungszentrum de Lucerne. Des possibilités de rapprochement entre Romands et Alémaniques existent pourtant, par ex. dans le débat sur les différentes cultures des médias suisses, avec des invités, que ce soit pendant la formation ou la formation continue.
- * Une controverse s'est développée sur l'utilité des centres de formation pour journalistes, entre les partisans de tels centres et ceux qui estiment que le métier de journaliste s'apprend sur le terrain, autrement dit dans les rédactions ("learning by doing").
- * Autre sujet de controverse: les congés octroyés ou non par les rédactions aux journalistes pour la formation continue, ainsi que pour des stages dans d'autres régions linguistiques (financés par la Fondation Oertli).
- * D'une manière générale, il manque des passerelles entre les centres de formation, l'université et les rédactions; une meilleure information et collaboration seraient souhaitables à ce niveau.
- * Quant aux éditeurs, ils font encore trop peu pour la formation des journalistes en général et pour la compréhension par le biais de la formation en particulier.
- * Des activités d'échange ponctuelles ont été réalisées par certaines rédactions (par ex. entre "L'Hebdo" et "Facts"); ces activités restent des exceptions dans le monde de la presse écrite. Une des difficultés signalées par les rédacteurs en chef est celle de réaliser des échanges, sans que la production du journal en souffre. Ce n'est donc pas un hasard si les possibilités de stages et d'échange pour journalistes offertes par

la Fondation Oertli ne sont pas assez utilisées: les requêtes viennent avant tout de journalistes indépendants, pas des rédactions.

THÈME 4: EXISTE-T-IL DANS LE DOMAINE DE LA PRESSE ÉCRITE DES MESURES QUI DEVRAIENT/ POURRAIENT ÊTRE SOUTENUES PAR LA CONFÉDÉRATION, DANS LE CADRE D'UNE ÉVENTUELLE LOI SUR LA COMPRÉHENSION? SI OUI, LESQUELLES?

Préliminaire: résultats du "mini-sondage"

- Réactions négatives (en résumé):

Méfiance envers une intervention de l'Etat / éviter une telle loi / une telle loi serait artificielle.

- Réactions positives (en résumé):

Mesures possibles pour la presse écrite: postes de correspondants / sensibiliser les rédacteurs à la dimension nationale par le biais de la formation / maintien du pluralisme de la presse écrite.

Mesures possibles générales: acquisition de bonnes connaissances linguistiques par des stages dans les autres régions linguistiques / une promotion générale de la compréhension a des retombées positives aussi sur les médias.

Interventions / débats

Ce thème n'a pas fait l'objet d'une table ronde et d'un débat séparés. La question avait cependant été posée dans le "mini-sondage" et figurait comme une des questions de base de l'entretien, à discuter au sein des trois autres thèmes. Notons encore que les propositions ne se réfèrent pas à une éventuelle "loi sur la compréhension" en tant que telle mais à une possible intervention de la Confédération, quelle qu'en soit la forme (cf. aussi "Suite des opérations").

- * Subventions de la Confédération à la presse écrite pour sa fonction de service public (cf. thème 1).
- * Assurer des conditions économiques équitables pour la production et la distribution des journaux, de manière à ce que les rédactions puissent se battre à armes égales (cf. thème 1).
- * Permettre la mise sur pied d'un réseau de correspondants plus important, aussi pour les rédactions qui ne disposent pas des moyens financiers nécessaires.

SUITE DES OPÉRATIONS

Trois niveaux d'activité

Comme pour l'ensemble des activités du programme "punts", au-delà d'un débat approfondi avec les représentants de différents secteurs de la société, les organisateurs désirent évaluer la possibilité de projets concrets, dans le cadre d'une possible future loi sur la compréhension ou en dehors de celle-ci. Pour la presse écrite, trois niveaux d'activité peuvent être définis à la suite de l'entretien du 19 mars 1998:

- * (A) La thématization de la compréhension, la discussion régulière et les activités durables (maintien ou extension de celles déjà existantes) sont du ressort des représentants de la presse écrite (comptes-rendus sur les autres régions linguistiques, maintien ou extension des postes de correspondants, reprise et traduction d'articles, participation à des activités d'échange, etc.).

- * (B) Certains projets concrets, pouvant être lancés ou étendus à court terme, sont également du ressort des représentants de la presse écrite, mais pourraient être développés avec l'appui idéal et logistique des organisateurs de l'entretien (S-Magazine, Swissues).
- * (C) Certains efforts, projets et activités pourraient être soutenus dans le cadre d'une éventuelle loi sur la compréhension ou avec d'autres formes d'aide de la Confédération (efforts dans le domaine de la formation des journalistes, extension des postes de correspondants, subvention sous une forme à définir de la presse écrite dans sa fonction de service public, obtention de conditions économiques équitables pour la production et la diffusion des journaux).

Certaines activités pourraient être développées sur plusieurs de ces niveaux à la fois.

Moyens d'intervention possibles pour ces trois niveaux d'activité

- * (A): Information sur vaste échelle des résultats de l'entretien (envoi de ce rapport à toutes les rédactions, aux personnes particulièrement concernées comme les correspondants, diffusion à travers la presse spécialisée et les organes d'associations); ce type d'information était déjà prévu dans le concept de l'entretien, envoyé à tous les participants.
- * (B) + (C): La suite exacte à donner à ces activités et la répartition entre (B) et (C) sont à discuter dans des entretiens personnels avec les personnes et les instances les plus directement concernées.